

**Service instructeur**  
Service Administratif de l'Assemblée

12<sup>ème</sup> Commission - N° *CG-2014-3-12-2*

**Service consulté**

**COMMUNICATION**  
**RAPPORT D'ACTIVITES DES SERVICES 2013**

Résumé : Le rapport annuel d'activités des services présente l'ensemble des moyens déployés et des réalisations assurées par grands domaines d'intervention du Conseil Général du Haut-Rhin.

L'article L.3121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que le Président rend compte au Conseil Général, par le biais d'un rapport annuel, de l'activité des services.

Ce document récapitulatif a notamment pour thème, dans cette édition 2013, l'action et l'innovation au sein de la Haute-Alsace

La version numérique de ce document sera disponible sur le site internet du Conseil Général du Haut-Rhin au cours du mois de juillet 2014.

Je vous prie de bien vouloir me donner acte de la présente communication.

  
Charles BUTTNER



**2013**  
**RAPPORT D'ACTIVITÉS**

**Agir et Innover  
ensemble**

**Conseil Général**



**Haut-Rhin**

# Sommaire

p. 5 **Éducation, Culture, Développement et Aménagement des Territoires et des Infrastructures**

Action Territorialisée  
Routes et Transports  
Développement Économique, Enseignement Supérieur et Tourisme  
Culture et Patrimoine  
Grands Équipements  
Prospective et Aménagement  
Aménagement de la Montagne  
Éducation, Jeunesse, Sport, Langue et Culture Régionales

p. 11 **Solidarité et Ressources**

Enfance Santé Insertion  
Développement Social des Territoires  
Service des Études et Appuis de la Solidarité  
Autonomie  
Habitat et Solidarités Territoriales  
Maison des Adolescents du Haut-Rhin  
Documentation  
Affaires Juridiques  
Commande Publique  
Fonctionnement de l'Assemblée  
Finances

p. 17 **Environnement et Moyens Techniques**

Environnement et Cadre de Vie  
Architecture  
Patrimoine et Droit des Sols  
Moyens Généraux  
Système d'Information

p. 25 **Direction Générale des Services et du Cabinet**

Ressources Humaines et Communication Interne  
Qualité  
Contrôle de Gestion  
Action Internationale, Transfrontalière et Européenne  
Bilinguisme  
Communication Externe

“  
Agir et innover  
ensemble  
”



## Édito

Le Conseil Général a fait le choix d'adapter et de moderniser ses organisations pour continuer à toujours mieux agir au service des Haut-Rhinois. Le nouveau rapport d'activités des services du Conseil Général du Haut-Rhin vous est présenté dans cette édition 2013.

Au-delà de satisfaire à une simple et traditionnelle obligation légale, ce document illustre la vaste richesse et la diversité des missions de la collectivité départementale, l'ampleur de sa mobilisation quotidienne, l'engagement de ses agents pour des valeurs qui leur sont chères et qui se résument en une seule phrase : « agir au service des Haut-Rhinois ».

Face aux contraintes budgétaires toujours plus fortes, dans un contexte institutionnel aux évolutions encore incertaines, le Conseil Général, collectivité de proximité par nature, a un rôle essentiel à poursuivre et le réaffirme plus que jamais : le maintien et le renforcement de la cohésion sociale et territoriale mais aussi le soutien aux investissements indispensables à la prospérité future.

Ces objectifs ne peuvent être poursuivis qu'avec une volonté forte d'adaptation et de modernisation de ses organisations, d'innovation dans ses politiques, de fédération et de développement de ses compétences internes.

C'est ce choix que le Conseil Général du Haut-Rhin a fait, comme en témoigne ce document et les quelques exemples suivants :

### Territoires

La mise en œuvre des Contrats de Territoires de Vie 2014-2017.

### Économie

La création de la plateforme de données économiques et de veille stratégique Ecodato68

### Développement durable

L'engagement du programme d'actions pour la transition énergétique

### Solidarité

Le partenariat régional des acteurs de l'habitat pour la réhabilitation thermique du parc de logements

### Jeunesse et éducation :

La construction du nouveau Collège du XXIème siècle « Bel Air » à Mulhouse

### Transports et routes :

Le déploiement du site Inforoute68 et des panneaux d'information en temps réel

### Équipement des services :

L'intégration dans le parc automobile de 16 véhicules Zoé, électriques...et bilingues

La pleine réussite de ces actions précitées mais aussi de toutes les autres réalisations qui sont mises en avant dans ce rapport d'activités n'est possible sans le plein engagement des agents du Conseil Général. À toutes et tous un grand merci !

Charles BUTTNER  
Président du Conseil Général





## Éducation, Culture, Développement et Aménagement des Territoires et des Infrastructures

### ■ Action Territorialisée



L'année 2013 a été marquée par la fin de la première génération de Contrats de Territoire de Vie et le lancement de la poursuite de la démarche. Dotée d'un périmètre plus vaste, la deuxième génération de Contrats renforce encore la proximité entre le Conseil Général et ses partenaires historiques que sont les communes et les intercommunalités, en territorialisant les subventions intercommunales, en territorialisant les subventions qui relevaient préalablement du « Guide des aides » à travers un dispositif d'aide innovant, les Projets d'intérêt local. Les projets structurants demeurent accompagnés par le Département à travers ces contrats, dès lors qu'ils relèvent des priorités définies collectivement avec les partenaires locaux.

Enfin, une programmation pluriannuelle territorialisée est intégrée dans les Contrats de Territoire de Vie pour les projets relevant des secteurs spécifiques que sont les EHPAD, les stations de montagne, l'eau, l'assainissement et l'hydraulique. C'est au total près de 240 M€ qui seront investis par le Département dans les 6 prochaines années au profit de l'équipement de ses territoires. L'organisation administrative des services a été adaptée et territorialisée pour accompagner l'amplification de la démarche de contractualisation. Enfin, la négociation du volet « mobilité multimodale » du Contrat de plan État Région a marqué le démarrage de l'élaboration de ce nouveau Contrat.

## ■ Routes et Transports

Les actions engagées en 2013 ont conduit à une dépense globale de 91,36 M€.

### Routes



Les dépenses dans le domaine de la route ont été de 59,20 M€ dont 54 % consacrés à l'exploitation et à l'entretien des routes départementales. De nouveaux dispositifs ont été instaurés afin d'améliorer l'exploitation des routes et la sécurité des usagers : mise en service de deux premières stations météorologiques, équipements dynamiques sur la RD 417, création d'un centre routier dédié à l'exploitation du réseau 2x2 voies, abandon des produits phytosanitaires... Les opérations d'aménagement du réseau structurant se sont poursuivies : travaux de la déviation de RETZWILLER, de la liaison de ROUFFACH, ouverture à la circulation de la déviation d'ASPACH...

7,1 km de pistes cyclables supplémentaires ont été mises en service. Le Département a également versé 4,29 M€ d'aides à l'État et aux communes ou structures intercommunales pour leurs propres investissements dans les infrastructures routières.

### Transports départementaux réguliers et scolaires

Le Département organise et finance les transports réguliers routiers interurbains du Haut-Rhin (réseau de 46 lignes publiques et 400 circuits spéciaux de transports scolaires). 34 000 élèves sont transportés quotidiennement. Au 1<sup>er</sup> septembre, un dispositif d'alerte SMS en cas d'interruption des transports scolaires a été mis en place. Les dépenses relevant des Transports ont été de 32,16 M€. Fin 2013, le nouveau Schéma des Transports et de la Mobilité Durable a été adapté.



## ■ Développement Économique, Enseignement Supérieur et Tourisme

### Économie

Dans un contexte économique particulièrement difficile, le Département poursuit sa mobilisation aux côtés des acteurs socio-économiques en faveur du développement des territoires. Dans la poursuite de la dynamique engagée depuis plusieurs années, 2013 a vu la réalisation de projets structurants. Ils s'inscrivent dans le prolongement des Assises Départementales de l'Économie Pour l'Emploi, tenant compte à la fois des potentialités des territoires de vie et du positionnement de la Haute-Alsace dans son environnement. Cette politique volontariste s'est notamment traduite par la création d'un tableau de bord de l'économie avec pour vocation d'assurer la connaissance et l'éclairage des évolutions socio-économiques utiles à la compétitivité et à l'attractivité du Département ([www.economie68.fr](http://www.economie68.fr)). Les réflexions engagées visent également à donner une nouvelle dimension au CAHR par un ancrage territorial encore plus marqué.

Par ailleurs, le Département a décidé d'affecter plus de 900 000 € à des actions concourant au développement de nouvelles filières qui s'appuient sur les atouts locaux, en redéployant le fonds de garantie initialement mis en place avec OSEO Région. Pour contribuer au renforcement de la compétitivité de PSA Mulhouse et mettre à profit l'opportunité de cession d'une partie du site en vue d'y développer une zone d'activités stratégique d'envergure régionale, le Département et les autres acteurs projettent de s'associer au sein d'une Société d'Économie Mixte Patrimoniale.

## Enseignement Supérieur et Recherche

Dans le cadre de sa politique dynamique et volontariste en faveur de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation haut-rhinois, le Conseil Général a maintenu son soutien à l'Université de Haute-Alsace dans le cadre d'une convention annuelle de partenariat, participé à la poursuite des opérations inscrites au Contrat de Plan Etat/Region 2007/2013 et accompagné les programmes de recherche de l'Institut de Recherche en Hématologie et Transplantation (IRHT) de MULHOUSE, de l'Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL) et du réseau trinational en neurosciences NEUREX pour valoriser la recherche, dynamiser l'innovation et stimuler les projets collaboratifs dans une perspective de création d'emplois.

## Tourisme



Le Conseil Général conduit une politique volontariste et innovante en matière de soutien à l'attractivité touristique, notamment au travers des Contrats de Territoire de Vie. Celle-ci a porté tant sur des actions de promotion et d'animation que sur des aides aux investissements afin de favoriser la compétitivité des entreprises locales. La Stratégie de Développement du Tourisme en Alsace 2012-2014, partagée par la Région Alsace, les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et leurs Agences de développement touristique a permis la mise en œuvre d'actions concrètes dès 2013. Le dispositif harmonisé d'aide à l'hôtellerie alsacienne prend désormais la forme d'un appel à projets répondant aux objectifs fixés.

«Alsace à Velo», qui a pour but la valorisation touristique des itinéraires cyclables alsaciens, a abouti à la mise en place de carnets d'itinéraires, à la réalisation de documents de promotion spécifique (Carte des Véloroutes d'Alsace), à l'élaboration d'un site Internet unique et d'une application mobile dédiée, tous deux opérationnels au premier semestre 2014. Enfin, dans ce cadre, conjointement avec les 60 ans de la Route des Vins, le 1<sup>er</sup> Slow up français permettant une découverte non motorisée de la Route des Vins et de la Véloroute du Vignoble d'Alsace a été organisé et a rassemblé près de 15 000 personnes.

## ■ Culture et Patrimoine

### Développement Culturel

Le développement d'une vie culturelle qualitative et diversifiée irriguant les territoires, accessible à tous, est resté la priorité de la politique culturelle départementale. Les différents dispositifs de soutien mis en œuvre à ce titre ont mobilisé une enveloppe de 5 066 100 € en 2013 permettant au Département le maintien de son implication en faveur du secteur culturel, dans ses différentes composantes : création, diffusion, animation territoriale, pratique artistique, éducation artistique et culturelle mais aussi investissement en faveur d'équipements structurants. Fortement engagé sur le champ de l'éducation artistique, le Conseil Général a adopté son 2<sup>ème</sup> Schéma des Enseignements Artistiques mis en œuvre en 2013 jusqu'en 2017. Le CDMC et les Dominicains y contribuent également, tout en développant leurs projets artistiques respectifs. Les Dominicains ont vu leur projet labellisé Centre culturel de rencontre.

### Patrimoine et Conservation



En 2013, le Conseil Général du Haut-Rhin a consacré un budget global de 6,687 M€ pour sa politique en faveur du patrimoine et de la conservation dont les principales actions ont porté sur :

- le soutien en faveur des structures gérant des propriétés départementales (Hohlandsbourg, Parc de Wesseling) ou prenant en charge des actions fortement encouragées par le Conseil Général (Pôle d'Archéologie Interdépartemental Rhénan, Centre Départemental d'Histoire des familles...);
- la poursuite des engagements contractuels ou statutaires pris à l'égard des nombreux partenaires associatifs et institutionnels que sont, par exemple, l'Écomusée d'Alsace, le Musée de l'Automobile, le Musée Unterlinden, le Mémorial d'Alsace-Moselle ;

- la prise en compte de projets structurants retenus dans le cadre des Contrats des Territoires de Vie de première et deuxième génération : 10 dossiers au titre des Monuments Historiques classés et inscrits et 7 dossiers au titre des musées ;
- la participation à la création de l'histoirel et du parcours scénographié du Hartmannswillerkopf. Les sentiers permettant de comprendre l'histoire du site seront accessibles pour l'été 2014.

En 2013, s'est achevée l'actualisation, avec la participation de l'ADMUHR, de l'état sanitaire de 26 châteaux forts du Haut-Rhin sous maîtrise d'ouvrage publique ainsi que l'inscription sur la liste indicative de l'UNESCO de 7 sites haut-rhinois de la Première Guerre sur lesquels un important travail d'analyse a été mené.

## Médiathèque Départementale

Un budget de près de 2,265 M€ a été consacré en 2013 à la Médiathèque Départementale, qui met en œuvre l'une des compétences obligatoires du Département, le développement de la lecture publique. 371 000 documents ont été prêtés au public de 260 communes et aux 86 bibliothèques du réseau départemental à travers 565 tournées des médiabus. 44 jours ont été consacrés à l'ingénierie au service des communes pour le fonctionnement de leurs bibliothèques et 295 animateurs de bibliothèques ont été formés. L'animation culturelle en réseau a réuni 38 bibliothèques et l'accès à des ressources en ligne est pébiscité par les usagers.

## Archives Départementales

Deux points forts ont caractérisé l'action du service. L'outil informatique sert désormais à gérer la consultation des documents et la saisie directe des bordereaux de versement et d'élimination. Plusieurs projets autour du centenaire de la 1ère Guerre mondiale ont été menés. 527 affiches, cartes et plans relatifs à la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale ont été numérisés. Le service est le siège pour le département de la Grande Collecte Européenne 14-18. Le service pédagogique s'est associé à cette opération et a réalisé une exposition sur le thème.

## ■ Grands Équipements



Le TGV Rhin-Rhône qui vient de fêter ses deux ans de service, a transporté depuis son inauguration le 11 décembre 2011, 16 millions de voyageurs. Le Conseil Général continue d'être mobilisé pour que la réalisation de la deuxième phase de cette ligne nouvelle ne soit pas reportée aux calendes grecques. Pour le projet de raccordement ferré de l'EuroAirport, un premier cap important a été franchi avec les conclusions très favorables du rapporteur de la procédure de concertation qui a été engagée à l'échelle du sud du Rhin Supérieur. La prochaine étape est le lancement des études d'APS devant aboutir à la mise à l'enquête publique du projet.

## ■ Prospective et Aménagement

En 2013, le Département a participé à 20 réunions de travail en mairies ou avec les syndicats mixtes en charge des SCOT pour les accompagner dans l'élaboration de leurs procédures d'urbanisme et rendu 18 avis sur des procédures d'urbanisme. La collectivité a versé 133 105 € de subventions au titre de l'aide aux études d'urbanisme.



Le Département est également partenaire de projets d'aménagement tels que l'aménagement des terrains du Technoport (Saint-Louis / Héisingue) pour lequel l'année 2013 a été consacrée à la définition des principes d'aménagements du site et le projet d'aménagement trinational des rives du Rhin, dit 3Land, pour lequel un groupement de bureaux d'études a été sélectionné en 2013 pour réaliser un masterplan.

## ■ Aménagement de la Montagne

### Aménagement des stations de loisirs de Montagne été-hiver



Le Département a consacré 3 420 036 € aux travaux d'aménagement, d'un montant total de 9,30 M€, qui concernent la modernisation des sites de loisirs de montagne. 1 M€ a été affecté au programme d'aménagement du col de la Schlucht dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Département des Vosges. Pour les sites de montagne haut-rhinois, 1,13 M€ ont été affectés aux travaux de modernisation du Schnepfenried d'un montant total de 1,43 M€, en particulier pour la modernisation du téléski Deybach.

Deux autres sites ont bénéficié du soutien du Département, le Ballon d'Alsace qui s'est vu affecté un montant de 435 000 € sur un programme de travaux de 958 000 € et le Markstein qui a bénéficié de 395 612 € pour soutenir des opérations à hauteur de 497 873 € en particulier la refecton de la station d'épuration. Des aménagements pour les loisirs d'été au Lac Blanc complètent le programme 2013 pour un montant de 449 374 € soutenu par le Département à hauteur de 389 198 €.

Par ailleurs, le Département s'est fortement investi dans un important travail de réflexion et de concertation engagé au niveau du Massif des Vosges pour redéfinir les priorités de la convention interrégionale de massif 2014-2020 ainsi que dans la stratégie tourisme et en particulier le "Contrat de Destination".

## ■ Éducation, Jeunesse, Sport



### Le Département a la responsabilité :

- de réaliser les investissements nécessaires dans ses 57 collèges publics (16,90 M€), de subventionner leur fonctionnement matériel (10,9 M€), de gérer les 539 agents TOS qui leur sont affectés (15 M€) et de définir leurs secteurs de recrutement ;
- de subventionner le fonctionnement matériel de ses 12 collèges privés sous contrôle d'association avec l'État (4,50 M€).

### Par ailleurs, le Département a soutenu, en 2013 :

- diverses associations, collectivités et organismes liés à la vie scolaire : sorties scolaires avec nuitées, CDOP, restaurants scolaires communaux accueillant des collégiens, OCCE, scolarisation dans les établissements pénitentiaires, salon de la formation, concours scolaires locaux... (0,6 M€) ;
- les investissements scolaires des communes et des collèges privés (0,6 M€) ;
- des actions en faveur de la jeunesse : conduite accompagnée, information des jeunes, associations d'éducation populaire, actions transfrontalières (0,5 M€).

### La politique sportive du Département (6 M€) concerne trois domaines :

- le soutien aux investissements sportifs et socio-culturels des communes et des associations ;
- l'animation sportive et socio-éducative ;
- le fonctionnement du Centre Sportif Régional d'Alsace à MULHOUSE, qui fait actuellement l'objet de négociations en vue de son transfert à la M2A.



## Des actions au service de la population et des territoires



# Solidarité et Ressources

## ■ Enfance Santé Insertion

### Aide Sociale à l'Enfance

L'année 2013 aura été marquée par un foisonnement de réflexions et d'actions issues des orientations stratégiques du Schéma départemental de protection de l'enfance 2012-2016. Cinq groupes de travail ont été constitués pour traduire, à titre opérationnel, ces orientations. L'Aide Sociale à l'Enfance a d'ores et déjà finalisé le premier appel à candidatures des alternatives proposées à la prise en charge classique en internat. À ce jour, 5 nouvelles structures (Maison d'Enfants à Caractère Social et Foyer d'Action Éducative) ont été labellisées pour un total de 35 places séquentielles ou de placements à domicile, à périmètre financier constant. Au 31 décembre 2013, 1 427 enfants accueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance dont en accueil familial.

### Cité de l'Enfance

En 2013, La Cité de l'enfance, Maison d'Enfants à Caractère Social gérée par le Conseil Général, a réalisé 64 accueils dont 43 dans le cadre de l'urgence.

### Protection Maternelle et Infantile, Promotion de la Santé

En 2013, l'activité du service de Protection Maternelle et Infantile et Promotion de la Santé s'est particulièrement articulée autour d'une logique de partenariat renforcé en faveur de la prévention précoce et dans un cadre précisé par le Schéma de la Petite Enfance. L'étroite collaboration avec les hôpitaux et le service de santé scolaire de l'Éducation nationale a ainsi permis de sensibiliser puis d'amener les parents et leurs enfants vers les lieux dédiés à la prévention précoce. À titre d'illustration, le nombre d'enfants rencontrés au cours de leur premier mois a augmenté de 50 % à Mulhouse et le suivi des enfants scolarisés en maternelle a pu être notablement amélioré. Enfin, avec 9 200 collégiens rencontrés en 2013, l'action en faveur de l'éducation santé/sexualité poursuit cette même dynamique.

### Insertion et Développement Local

L'année 2013 a connu une intensification du nombre de bénéficiaires du rSsa (18 370 foyers allocataires au 31 décembre 2014, soit + 9 % en un an) et des dépenses d'allocation consécutives (81 M€, soit + 12 % en un an) qui ont conduit le Département à engager une politique offensive en terme de prospective financière et surtout d'accompagnement de ces publics, ainsi qu'un appui aux réseaux des référents professionnels. Le Conseil Général poursuit son engagement volontariste au plus près des jeunes (12/25 ans) en difficulté, dans les quartiers sensibles et en zones rurales par des interventions ciblées de travailleurs sociaux en prévention spécialisée. Cela s'est effectué en coordination avec les partenaires concourant à leur prise en charge tels l'ASE, les collèges, les communes.

Sa politique jeunesse pro-active s'exerce également via le financement du Fonds d'Aide aux Jeunes et de projets par le Fonds d'Intervention pour la prévention des Violences Scolaires. En matière de prévention spécialisée, le regroupement au sein de deux associations est désormais effectif et le nouveau cahier des charges concernant les attendus du Conseil Général a été validé.

## ■ Développement Social des Territoires

La Direction Développement Social des Territoires (DDST) œuvre déjà au quotidien dans l'esprit des axes du plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Forte de son expérience de travail collaboratif avec la Ville de Mulhouse, c'est une nouvelle forme de gouvernance territoriale de l'action sociale de proximité sur l'ensemble du département qui est en réflexion (expérience sur Orbey, lancement de la démarche sur Colmar). Pour optimiser le fonctionnement, le logiciel Aide Sociale de Terrain (AST) a été expérimenté depuis le milieu de l'année 2013. Cet outil est devenu indispensable pour gérer les charges de travail, l'approche du travail social ainsi que l'augmentation du nombre de bénéficiaires, notamment du RSA. Les pratiques de l'accompagnement social global sur l'ensemble des espèces solidarité sont généralisées.

## ■ Service des Études et Appuis de la Solidarité

Les travaux de l'Observatoire Haut-Rhinois de l'Action Sociale (OHRAS) en 2013 ont notamment été centrés sur :

- une étude sur l'accueil des enfants en situation de handicap, au sein des structures petite enfance du Haut-Rhin,
- une analyse statistique départementale et territoriale sur le profil de l'ensemble des bénéficiaires du RSA socle et mixte,
- la réalisation d'un « Zoom Petite Enfance » présentant les principales caractéristiques du Haut-Rhin en matière de petite enfance.

Au cours de l'année 2013, le Service des Études et Appuis de la Solidarité s'est en outre attaché à apporter son conseil financier dans le cadre de l'examen des demandes de subvention des partenaires de la Solidarité mais aussi auprès de la Maison Départementale des Personnes Handicapées. Il a également développé des outils d'aide à la décision et a collaboré à des projets internes au Conseil Général en représentant la Solidarité.

La Mission de coordination budgétaire s'est attachée à fiabiliser les indicateurs et statistiques permettant des comparaisons nationales et a poursuivi sa mission de soutien au suivi de dossiers transversaux complexes nécessitant une expertise financière.

## ■ Autonomie

### Personnes âgées



9 443 personnes âgées ont été aidées par les pôles gérontologiques au travers de 24 527 rencontres, dont 10 601 visites à domicile. 4 587 évaluations sociales ont été réalisées par les travailleurs sociaux des pôles gérontologiques. Sur ces 4 587 évaluations, 3/4 sont liées à la dépendance (3 464) et 1/3 à la précarité (1 123). Les MAIA ont assuré l'accompagnement de 278 personnes âgées en situation complexe pour faciliter leur vie à domicile. Plus de 3 204 nouvelles demandes d'Allocation Personnalisée d'Autonomie ont été examinées dans le respect du délai maximal de traitement de 2 mois. Le Conseil Général a apporté son soutien financier à des

opérations de construction, de réhabilitation, d'extension pour un montant total de subventions d'investissement de 7 687 689 €. En 2013, les capacités d'accueil en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ont augmenté de 138 places, soit :

- 53 places à COLMAR;
- 34 places à HOCHSTATT;
- 14 places à PFASTATT;
- 12 places à RIXHEIM;
- 25 places à SAINT LOUIS.

Par ailleurs, deux nouveaux accueils de jour ont ouvert leurs portes, un à ZILLISHEIM, le second à LIEPVRE, portant le total des places en accueil de jour dans le Haut-Rhin à 214.

## Personnes en situation de handicap

Le Conseil Général finance, avec l'État, la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) qui a accueilli 16 152 personnes, traité 41 133 demandes et répondu à 81 786 sollicitations téléphoniques. Présente dans les territoires grâce à 7 Services d'Accompagnement à la Vie Sociale pour accueillir, informer et accompagner les personnes handicapées, la MDPH reste proche et accessible pour la population et les partenaires.

La poursuite de l'adaptation du dispositif d'accueil des personnes en situation de handicap a permis :

- l'extension de 38 places au Foyer d'Accueil Médicalisé « Les Toumesois » à SAINTE MARIE-AUX-MINES ;
- l'ouverture de 15 places d'un Service Accueil de Jour « Évasion » ALISTER à COLMAR ;
- l'agrément de 2 nouvelles familles, portant le total des familles d'accueil agréées à 35.

Les subventions d'investissement s'élèvent à 912 717 € pour accompagner trois opérations de construction de foyers.

Le soutien à domicile s'est adressé à :

- 940 personnes bénéficiaires de l'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP) ;
- 541 personnes aidées pour effectuer le ménage et les courses ou pour une aide au repas ;
- 1 728 adultes et 139 enfants bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ;
- 187 personnes bénéficiaires d'une aide du Fonds Départemental de Compensation du Handicap pour l'aménagement de leur logement ou l'achat d'aides techniques.

## Habitat et Solidarités Territoriales

Les Assises de l'Habitat, tenues au premier trimestre 2013, ont permis de confirmer la pertinence de la politique départementale en matière d'habitat, notamment en direction de la lutte contre la précarité énergétique et du soutien à l'accession à la propriété.

Cette politique s'est concrétisée en 2013 à travers plusieurs actions :

- par le montage d'un dispositif d'harmonisation et d'amplification du soutien apporté à la rénovation thermique du parc HLM ;
- par le montage d'un dispositif expérimental d'accompagnement et de suivi des copropriétés en difficultés ;
- par la mobilisation des collectivités locales, autour du Département, en vue de la redéfinition du zonage ABC ;
- par la mise en place d'un n° unique de téléphone pour la rénovation énergétique (en lien avec l'ADIL) qui a eu pour effet de faire monter en puissance le programme « Habiter Mieux » dédié à la rénovation énergétique du parc privé ;
- par le succès du dispositif de prêts bonifiés en faveur de l'accession à la propriété des ménages modestes ;
- par l'approbation du Schéma Départemental d'accueil des gens du voyage ;
- par l'informatisation du Fonds de Solidarité Logement et la relance de son règlement intérieur.



Le budget 2013 réalisé (en Crédits de Paiements) s'élève à 7,929 M€ dont 5,189 M€ en investissement (répartis entre 1,907 M€ de fonds propres et 3,282 M€ de crédits délégués) et témoigne de la volonté du Département du Haut-Rhin de faire de l'habitat une des priorités de son action politique.

chiffres  
CLÉS

123 ménages ont bénéficié d'un prêt bonifié dans leur démarche d'accession à la propriété ;

Financement de la production de 249 logements locatifs sociaux dont 102 très sociaux, et de la rénovation de 211 logements locatifs sociaux ;

Financement de la réhabilitation de 244 logements privés, dont 148 dans le cadre du programme Habiter mieux/rénovation thermique et 75 pour l'adaptation à une situation de handicap ;

541 ménages renseignés par l'ADIL et spécifiquement sur les questions liées à la réhabilitation de leur logement (sur 11000 consultations) ;

Par ailleurs, 745 ménages ont consulté l'ADIL sur des questions spécifiques aux copropriétés ;

6174 aides financières ont été distribuées par le Fonds de Solidarité Logement aux ménages modestes pour accéder ou se maintenir dans leur logement (pour un montant de 3,3 M€).

## ■ Maison des Adolescents du Haut-Rhin (MDA68)



Portée par le Conseil Général du Haut-Rhin et le Centre Hospitalier de Rouffach, la Maison des Adolescents du Haut-Rhin (MDA 68), avec une équipe de 18 professionnels, est un lieu d'écoute, d'orientation et de soins à l'attention des jeunes de 12 à 25 ans en difficulté et de leurs familles. Elle s'adresse aussi aux professionnels œuvrant dans le champ de l'adolescence. L'année 2013 a été marquée par une augmentation de 11 % des prises en charge des jeunes et de leur entourage (1 473 accompagnements réalisés). L'innovation dont fait preuve la MDA68 répond aux besoins des usagers. Elle continue de développer des partenariats avec les professionnels de l'adolescence du Haut-Rhin afin de proposer aux jeunes et à leurs parents un parcours de

soins cohérent avec un accompagnement adapté par des professionnels experts dans leur domaine.



1 473 jeunes accompagnés, soit 11 % d'augmentation;

2 200 entretiens réalisés par l'équipe avec les parents seuls ou aux côtés de leurs enfants;

300 professionnels ont bénéficié des prestations d'information et de formation réalisées par la MDA68;

5 020 entretiens et consultations ont été réalisés par l'ensemble de l'équipe, soit 17 % d'augmentation.

## ■ Documentation

### Un fonds documentaire en ligne

Le fonds documentaire, mis à la disposition des élus et des agents, s'enrichit régulièrement de documents recueillis. Il est composé d'ouvrages et de revues dont les thématiques correspondent aux domaines d'intervention de la collectivité. En octobre 2013, la base de données documentaire a été mise en ligne et rendue accessible à travers le portail documentaire « CALPSO ». La base propose 4 391 notices, essentiellement de livres, mais aussi d'articles de presse ou de revues.

### Des missions variées...

- Collecte, acquisition, traitement, conservation et mise à disposition des ressources;
- Valorisation de ces ressources à travers des produits documentaires : « bulletin documentaire », « bulletin documentaire - social », « nouvelles acquisitions »;
- Gestion des abonnements aux revues spécialisées, des commandes d'ouvrages, des droits d'accès aux bases de données documentaires et juridiques.

### ...des activités documentaires au service des élus et des agents

- Une veille documentaire et législative quotidienne est réalisée sur l'ensemble des domaines de réflexion de la collectivité par le biais de ressources variées : presse, flux d'information, lettres électroniques, sites web, réseaux professionnels...
- Les informations pertinentes sélectionnées sont ensuite restituées, par messagerie, pour permettre aux utilisateurs de mettre à jour les connaissances dans leur domaine d'activité;
- Le service accueille, renseigne et accompagne les usagers pour les aider dans leurs recherches.

## ■ Affaires juridiques

En 2013, la Direction des Affaires Juridiques a contribué à la réflexion pour la création de la Collectivité Territoriale d'Alsace et à l'organisation du référendum du 7 avril 2013. Parallèlement, elle a conseillé les services départementaux, en particulier pour : la restructuration de la Maison d'Alsace à Paris (mode de gestion, travaux), le renouvellement de la DSP de l'abattoir à Cemoy, la mise en œuvre des acquisitions foncières dans les zones de préemption instituées au titre des espaces naturels sensibles, le rapprochement avec la Collectivité Territoriale de Corse, notamment en matière de bilinguisme. Un nouveau modèle de convention d'attribution de subventions à destination des organismes privés a été présenté aux services concernés. La formation « Patrouille sur les routes départementales » s'est poursuivie. Enfin, la Direction Juridique a exercé un rôle important de veille juridique, notamment sur la loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (acte III de la Décentralisation).

## ■ Commande Publique

La Direction de la Commande Publique, intervenant pour toute opération ou achat supérieur à 45 000 € HT, a passé 347 marchés durant l'année 2013, détaillés ci contre. La plate forme mutualisée de dématérialisation des marchés publics, dont le Département du Haut-Rhin est co-fondateur, comptait en 2013, plus d'une centaine de pouvoirs adjudicateurs adhérents.

| Du 01/01/13 au 31/12/13 | Année 2013 |
|-------------------------|------------|
| Travaux                 | 153        |
| Fournitures et Services | 179        |
| Maîtrise d'Oeuvre       | 15         |
| <b>Total</b>            | <b>347</b> |

## ■ Fonctionnement de l'Assemblée

En 2013, le SAA a assuré la préparation et le suivi des réunions du Conseil Général, de sa Commission Permanente ainsi que de ses 12 commissions thématiques. Les débats ont notamment porté sur le projet de refonte globale de la carte confectionnelle du Département. Ce service travaille à la dématérialisation des convocations aux élus aux séances.

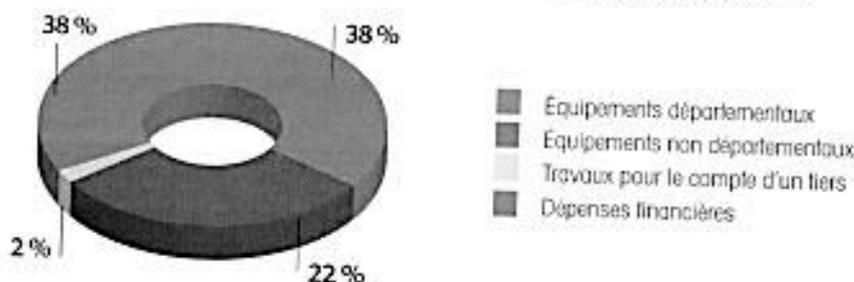


6 séances plénières et 11 réunions de la Commission Permanente;  
723 délibérations adoptées;  
51 réunions des Commissions sectorielles;

## ■ Finances

| Dépenses                   | Réalisées<br>(en millions d'euros) |
|----------------------------|------------------------------------|
| Dépenses d'investissement  | 208,3 M€                           |
| Dépenses de fonctionnement | 575,6 M€                           |
| <b>Total</b>               | <b>783,9 M€</b>                    |

### RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES PAR NATURE



### RÉPARTITION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT RÉALISÉES PAR NATURE

|  |         |
|--|---------|
| Charges à caractère général              | 11,34 % |
| Charges de personnel et frais assimilés  | 16,89 % |
| Autres charges de gestion courante       | 44,64 % |
| Frais de fonctionnement des groupes élus | 0,05 %  |
| Atténuation des produits                 | 0,17 %  |
| RMI                                      | 0,04 %  |
| APA                                      | 9,16 %  |
| RSA                                      | 15,52 % |
| Charges financières                      | 2,11 %  |
| Charges exceptionnelles                  | 0,08 %  |

| Recettes                   | Réalisées<br>(en millions d'euros) |
|----------------------------|------------------------------------|
| Recettes d'investissement  | 136,2                              |
| Recettes de fonctionnement | 650,2                              |
| <b>Total</b>               | <b>786,4</b>                       |

Solde de la section d'investissement : **-19,8 M€**  
Solde de la section de fonctionnement : **76,2 M€**  
**Résultat cumulé constaté à la clôture de l'exercice 2013 : 56,4 M€**





## Environnement et Moyens Techniques

### ■ Environnement et Cadre de Vie

Malgré la période budgétaire difficile, le Département a maintenu son effort financier et son ingénierie pour soutenir et conseiller les collectivités dans le domaine de l'Environnement et du Cadre de Vie, domaine où il a investi près de 14 M€ en 2013.

#### Eau, Épuration, Équipements Ruraux

##### Préserver nos ressources en eau

Le dernier chantier de mise aux normes des stations d'épuration à boues activées existantes s'est achevé avec la mise en service de la nouvelle station de PULVERSHEIM. Par ailleurs la Commune de HUNAWIHR, confrontée au problème périodique des rejets viticoles, a finalement décidé de se raccorder à la station du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de BEBLENHEIM et Environs. Ces travaux s'achèveront au printemps 2014, supprimant ce dernier point noir dans le département. Cette station a naturellement fait l'objet d'un appui particulier parmi les 79 suivies par le SATESE en 2013. En matière d'eau potable, l'importante étude diagnostique et prospective sur le haut bassin de la Doller a été achevée et présentée aux élus. Globalement, 63 opérations ont été soutenues en matière d'eau et d'assainissement, pour un montant de subventions de 3,53 M€, dont 1,42 M€ au titre du fonds de Solidarité Urbain-Rural.



En 2013, le Département et l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ont signé un nouveau contrat cadre 2013/2018 pour coordonner leurs actions ou interventions respectives dans le domaine de l'eau sur la durée du 10<sup>ème</sup> Programme de l'Agence, pour un montant prévisionnel d'aides de 86 M€. Parallèlement et de manière concertée, les programmes spécifiques 2014/2019 des Contrats de Territoire de Vie ont également été définis.

#### Aménagement des Rivières

##### Aménager nos rivières dans le respect de leur écosystème

Le Département gère, en tant que maître d'ouvrage délégué et pour le compte de 15 syndicats mixtes fluviaux et 17 structures intercommunales, la plupart des cours d'eau haut rhinois, soit 1 000 km de linéaire, ainsi que l'aménagement de bassins de rétention des crues et coulées de boue.

Le Service Aménagement des Rivières assure quotidiennement le suivi technique des syndicats de rivières, qui regroupent plus de 250 Communes. Ce service contribue également à la démarche GERPLAN, mise en place par le Département pour les Communautés de Communes, en réalisant pour leur compte une étude hydraulique complète de leur territoire. Conformément à la Directive Cadre européenne sur l'Eau, le Département contribue à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau par le biais d'études et de travaux. Deux ingénieurs à temps plein travaillant à l'élaboration d'un Programme de Mesures adapté aux enjeux du territoire. Les vallées de la Lauch, de la Weiss et de la Fecht ont fait l'objet d'un état des lieux détaillé et de propositions d'actions concrètes en 2013.

3,6 M€ de travaux ont été programmés sur les rivières haut-rhinoises dans le cadre du programme d'aménagement des rivières, qui permet une prise en compte globale des cours d'eau, respectueuse à la fois des équilibres biologiques et des contraintes humaines. Plus de 140 chantiers d'aménagement de rivières ont été menés au courant de l'année 2013. L'entretien régulier du réseau hydrographique du Haut-Rhin et du Canal du Rhône au Rhin déclassé est réalisé, en partie, avec les moyens du Parc d'Intervention en Matériel. Cette unité opérationnelle y a consacré un volume de travail équivalent à 6 600 heures en 2013 sur 90 chantiers différents. Le Département contribue également aux budgets des syndicats mixtes fluviaux à hauteur de 510 000 € par an.

**FAIT MARQUANT**

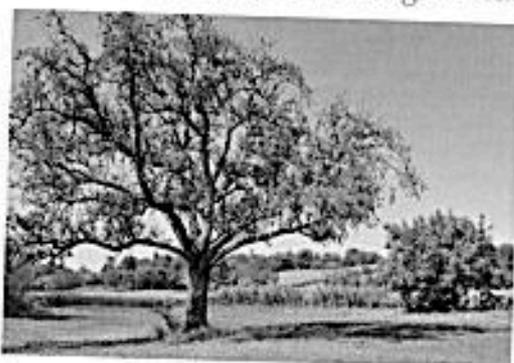
En 2013, le Département a engagé l'animation et l'élaboration des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Lauch et de la Doller. Le but de ces SAGE est de promouvoir une gestion de la ressource en eau équilibrée et partagée par tous les acteurs réunis au sein des Commissions Locales de l'Eau (CLE). Un travail important a été réalisé avec les CLE, qui ont validé l'état des lieux et le diagnostic de ces deux SAGE en décembre 2013.

## Lacs et Barrages

### Restituer avec précaution les ressources en eau grâce aux lacs et barrages

Les 10 barrages départementaux situés dans le massif vosgien ont contribué à l'écrêtement des crues et au soutien d'étiage des cours d'eau qui irriguent les vallées de la Doller, de la Thur, de la Lauch et de la Fecht, au bénéfice des milieux aquatiques, de la population et d'industriels. 51 300 000 m<sup>3</sup> d'eau ont été restitués aux rivières durant l'année 2013. Les travaux de reprise du masque amont du barrage de Kruft-Wildenstein ont pu être réalisés avant les intempéries colomnales, pour un montant d'environ 380 000€.

## Service Environnement et Agriculture



### Protéger les milieux naturels et développer le partenariat associatif

Le Service de l'Environnement et de l'Agriculture a conseillé et délivré des expertises en matière de prise en compte de l'environnement dans divers projets départementaux ainsi que communaux ou intercommunaux. Il a assuré la gestion de 1 200 ha de propriétés départementales « nature » ainsi que le pilotage technique de diverses opérations de génie écologique sur le patrimoine naturel.

D'importants travaux ont été réalisés dans les forêts départementales afin d'en améliorer la qualité écologique (par exemple : clairières en faveur du Grand Tétris) ; des sites accueillant du public ont été sécurisés. En matière de valorisation du patrimoine arboré, près de 4 000 arbres et arbustes ont été plantés avec les communes et les syndicats de rivières, en complément des 2 500 fruiliers hautes tiges et 2 000 arbustes distribués auprès des haut-rhinois à l'occasion de la Sainte Catherine. L'appui aux associations de protection de la nature, à la Brigade Verte et au Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges a également été maintenu à hauteur de 2 M€.

**FAIT MARQUANT**

En 2013, le Département a lancé la procédure de classement de 300 ha de forêts, propriétés du Département dans la vallée de la Doller, en réserve biologique mixte (intégrale et dirigée). La certification FSC a été reconduite après l'audit réalisé en 2013 pour les 668 ha de forêts départementales.

### Éduquer et sensibiliser à l'environnement

Cette politique, volontariste, permet de soutenir l'activité de plus de 20 structures dont 5 Centres d'Initiation à la Nature et à l'Environnement (CINE) et 2 fermes pédagogiques. Plus de 80 000 journées d'animation ont été réalisées en 2013, notamment avec le public scolaire. Le Département a consacré près d'1 M€ au fonctionnement de ces associations.



En 2013, le Département a achevé les travaux de réhabilitation et d'extension de la maison éducatrice de HIRTZFELDEN, dont l'activité d'éducation à l'environnement devrait redémarrer au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

### Insertion des lignes électriques et téléphoniques dans les paysages

13 communes haut-rhinoises ont bénéficié de l'attribution d'aides, à hauteur de 242 000 €, pour la mise en souterrain de leurs réseaux secs aériens.

### Gérer durablement l'espace rural

Le Département soutient les structures intercommunales qui souhaitent assurer une gestion durable du patrimoine naturel et la diversité des territoires. Le GERPLAN a donc été créé à cet effet : du diagnostic à la mise en œuvre opérationnelle, le Conseil Général accompagne financièrement et techniquement les maîtres d'ouvrage et apporte ainsi aux territoires une réelle mise en cohérence des différentes actions en matière de nature et d'agriculture. 25 structures intercommunales (sur 26), soit 363 communes sur 377, se sont lancées dans la démarche GERPLAN qui représente le socle du partenariat de terrain établi entre la collectivité départementale et les territoires. Cette politique s'est accompagnée de 1,5 M€ de crédits assurant le cofinancement des contrats agri-environnementaux pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement, avec plus de 120 actions concrètes sur le terrain. Au total, ce sont plus de 780 actions qui ont été mises en œuvre et soutenues financièrement par le Département.



L'année 2013 a été mise à profit pour faire un bilan des GERPLAN et établir des diagnostics à l'échelle des territoires de vie :

- 280 cartes produites ;
- 19 documents cadres analysés ;
- 627 actions passées en revue.

## Service de l'Énergie et du Recyclage

### Promouvoir la valorisation des déchets

Le Conseil Général du Haut-Rhin élabore le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux. En 2013, la diminution des ordures ménagères résiduelles (OMr) s'est poursuivie dans les secteurs ayant mis en place la collecte des biodéchets et/ou ayant introduit une redevance incitative, c'est-à-dire proportionnelle au poids ou au volume de la poubelle. La mise en place de la collecte de biodéchets, impulsée par le Département, concerne désormais 158 000 Haut-Rhinois qui ont collecté dans la poubelle dédiée aux biodéchets jusqu'à 70 kg/habitant/an. Pour les collectivités qui ont mis en place ces nouvelles modalités de gestion des déchets, les ordures ménagères résiduelles ont été divisées par deux, soit environ 120 kg/habitant/an contre 230 kg/habitant/an en moyenne départementale.



### Contribuer à la protection du climat par la maîtrise de l'énergie

Dans le cadre de la coopération transfrontalière franco-germano-suisse, le Conseil Général a poursuivi les deux programmes relatifs à la maîtrise de l'énergie : le « Potentiel géologique profond du fossé rhénon supérieur » et le « Réseau trinational sur l'énergie dans la région métropolitaine du Rhin supérieur - Performance énergétique des bâtiments ».

## Laboratoire Vétérinaire Départemental

### Assurer la veille sanitaire

Le Laboratoire Vétérinaire Départemental (LVD), accrédité Cofrac, assure la veille sanitaire tant sur les animaux d'élevage que sur la faune sauvage, ainsi qu'un suivi de la contamination radiologique de l'environnement. Les diagnostics effectués sur 51 espèces animales (de l'abeille au cheval) ont mis en oeuvre 149 autopsies, 46 prélèvements pour recherche de rage (tous négatifs), environ 700 analyses bactériologiques, 1 600 examens parasitologiques, 20 000 paramètres en sérologie et 1 100 analyses de biologie moléculaire.



Dans le cadre du réseau de surveillance européen des maladies des abeilles, 1243 analyses ont été réalisées pour le compte de deux départements. Par ailleurs le dépistage de la maladie des muqueuses, par biopsie de l'oreille, a débuté en 2013 et a porté sur 615 veaux.

## ■ Architecture



En matière de collèges publics, 2013 fut notamment marquée par la livraison, suite à reconstruction, du collège Bel Air à MULHOUSE ainsi que par des restructurations d'établissements à DANNEMARIE, ENSISHEIM, HIRSINGUE, KINGERSHEIM et ORBEY, les travaux aux collèges de FORTSCHWIHR et Jean Macé à MULHOUSE s'étant, quant à eux, poursuivis. L'ensemble des travaux menés représente une dépense totale 2013 de 16,9 M€. Le niveau des prestations et de fonctionnalité demeure particulièrement satisfaisant dans les établissements, les interventions de maintenance traitant de la sécurité restant une priorité. De nombreux travaux ont généré 10,8 M€

de dépenses : Maison de l'Alsace à PARIS, Centres Routiers (BARTENHEIM, BURNHAUPT, mise aux normes des stations de carburant), réhabilitation et extension de la Maison Eclésiastique d'HIRTZFELDEN, valorisation du Carreau Rodolphe à LINGERSHEIM, Antennes territoriales (MUNSTER, ENSISHEIM, SAINTE MARIE AUX MINES), construction de la Médiathèque d'ALTKIRCH, requalification du site Seija à KIENZHEIM, travaux de mise aux normes du bâtiment 11, avenue de la République à COLMAR (préfecture)...

Des études ont été menées en vue de la transition énergétique des sites (diagnostics thermiques) et des travaux futurs du Centre Routier de VIEUX-FERRETTE. Par ailleurs, la Direction de l'Architecture a poursuivi son activité d'expertise technique dans le domaine du bâtiment pour le SDIS et les services du Conseil Général (social, culturel, etc.).

## ■ Patrimoine et Droit des Sols



- Le « Référentiel Patrimoine » poursuivant son développement par le paramétrage de la gestion de la maintenance;
- Des cessions d'immeubles pour 108 000 €, montant équivalent à celui de l'exercice précédent;
- Des transactions foncières à un rythme moindre (-15 % en surface) pour les routes et les espaces naturels sensibles;
- L'acquisition d'un immeuble à WITTENHEIM pour regrouper les services sociaux du secteur;
- Des regroupements de services à ENSISHEIM, SAINTE-MARIE-AUX-MINES et MUNSTER;
- De nouvelles mises en location, notamment dans les sites environnementaux (Lac d'Alfeld, CINE à Hirtzfelden, Maison éclusière d'ALGOLSHEIM);
- Le renouvellement des marchés d'assurances et des géomètres dans de bonnes conditions financières et de garantie;
- La mise en place d'un contrat d'objectifs interne « Transition énergétique », prémisses de la démarche éponyme adoptée par l'Assemblée plénière en mars 2014.

## ■ Moyens Généraux

La détermination de la DMG à adopter une posture dynamique et une stratégie éco-responsable a été renforcée:

- dans le domaine de l'anticipation et de la gestion des priorités. Son action s'inscrit dans une démarche préventive plutôt que corrective. Elle s'efforce d'anticiper les problèmes plutôt que de les subir dans un rôle qui consiste à garantir les notions de qualité et de performance ;
- dans le domaine de l'évolution importante que connaissent les métiers de la DMG, grâce aux nouvelles technologies et de l'Internet, qui permettent d'optimiser les services en proposant de la qualité et de la traçabilité ;
- Cette connaissance très précise des données, qui sont remontrées, permet de gérer et de piloter très finement les installations techniques et de dégager des économies en limitant au maximum les gaspillages ;
- Une gestion de plus en plus rigoureuse avec de la traçabilité, de la transparence et des outils de suivi démontre tout l'efficacité de la Collectivité que le respect de la réglementation.
- dans le domaine du développement durable, de nombreuses petites actions de terrain ont permis d'améliorer progressivement la situation. (traduction en langage courant des exigences de la norme ISO 14001).

Nos actions s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie globale de réduction des coûts, prenant en compte toutes les contraintes, avec pour objectif l'amélioration des conditions d'accueil des usagers et du travail des agents.

### FAITS MARQUANTS

- Une mobilisation des équipes au niveau des astreintes 24h/24h et 365 jours par an, pour faire face aux missions de la DMG relatives au fonctionnement de l'ensemble des services de la Collectivité, en prenant en compte la surveillance, la sécurité des locaux ainsi que la gestion des accès de tous les sites ;
- Ces deux dernières années, le parc a été réduit de 30 véhicules. Les segments des véhicules ont également été revus à la baisse. 16 véhicules électriques ont été intégrés à la flotte automobile et 23 bornes de recharge électrique ont été installées sur les sites départementaux les plus importants ;
- La gestion à distance des sites principaux par télégestion des installations techniques autorise une gestion plus fine des équipements avec une maîtrise des températures et des consommations ;
- Les équipes des ateliers départementaux ont été fortement mobilisées sur différentes opérations de restructurations et de réaménagement de locaux ; Ces opérations s'achèveront au courant du premier semestre 2014.

Il s'agit pour les plus importantes :

- Réhabilitation de l'accueil de l'Unité Routière d'ENSISHEIM ;
- Réhabilitation du 3<sup>ème</sup> étage du 11 avenue de la République à COLMAR ;
- Restructuration et aménagement du CMS de SAINTE-MARIE-AUX-MINES ;
- Restructuration complète de l'Unité Routière de MASEVAUX ;
- Restructuration du bâtiment « G » de la Cité Administrative à COLMAR ;
- Ce sont également environ 1 500 interventions réalisées par l'ensemble des équipes de la DMG pour répondre aux sollicitations des différents services ;
- Maintien des trois certifications ISO 9001, 14001 et OHSAS 18001 pour le service propreté.

### chiffres CLÉS

- 450 000 envois de courriers et colis postaux pour un poids total de près de 22 tonnes ;
- 275 000 courriers reçus annuellement ;
- 3 658 000 km parcourus par le parc départemental de véhicules ;
- 45 000 m<sup>2</sup> nettoyés chaque jour par 120 agents de propreté sur environ 100 sites ;
- 13 000 m<sup>2</sup> de vitrerie entretenus chaque année ;
- 3 200 demandes de travaux traités par l'imprimerie ;
- Fourniture de vêtements de travail et d'Équipement de Protection Individuelle (EPI) à 450 agents.

## ■ Systèmes d'Information



En 2013, plusieurs nouvelles applications ont été développées et mises en œuvre (gestion de la réservation des véhicules, gestion du service propreté, suivi financier des associations). Un travail important d'optimisation des performances réseaux a également été engagé pour améliorer le quotidien des agents travaillant sur les sites distants. Sur le plan organisationnel, la Direction des Systèmes d'Information a mis au point une méthodologie de gestion de projet, baptisée ALPHA, destinée à accompagner la Direction Générale et les services de la Collectivités dans le suivi et la gestion de leurs projets. Par ailleurs une nouvelle charte d'utilisation des ressources T.I.C. a été signée par l'ensemble du personnel.



Le parc des équipements en production gérés par la Direction des Systèmes d'Information s'élève fin 2013 à :

**2 377** postes de travail (dont **420** portables et **54** tablettes) ;

**783** périphériques d'impression ;

**172** serveurs (dont **127** serveurs virtuels) ;

**69** autocommutateurs ;

**1 835** postes téléphoniques fixes et **446** téléphones mobiles, l'ensemble est réparti sur **98** sites différents ;

La DSI gère également un parc applicatif de **413** logiciels.







## Direction Générale des Services

### ■ Ressources Humaines et Communication Interne



Sous l'impulsion de la Direction générale, la Direction des Ressources Humaines et de la Communication Interne s'est attachée à favoriser le développement de la culture managériale au sein de la collectivité et le partage de la fonction RH, orientations figurant dans son contrat d'objectifs. Ainsi, à l'issue d'un travail collaboratif, une charte des managers a été élaborée, énonçant les valeurs communes, principes de responsabilité et axes clés guidant l'action des cadres de la collectivité. L'accompagnement des jeunes managers a été renforcé à travers le lancement d'un parcours de formation spécifique, les invitant à réfléchir

à leurs pratiques par un diagnostic managérial et à développer leurs compétences par des formations sur mesure. Cet accompagnement est complété, s'ils le souhaitent, par un coaching. Par ailleurs des « matinées du manager » ont été organisées durant l'année en vue d'apporter aux cadres un socle de connaissances utiles à l'exercice de leurs fonctions sur des thèmes tels que la gestion de projet, la stratégie d'achat, les leviers de la reconnaissance, etc. En matière de sécurité et santé au travail, une démarche d'évaluation des risques professionnels a été lancée, s'appuyant sur un réseau de 64 assistants de prévention formés qui analysent les postes de travail sur le terrain. Six directions de la collectivité représentant 1 150 agents sont concernées par la première phase de la démarche, l'objectif étant d'aboutir à une évaluation complète des risques professionnels et à la définition de programmes de prévention. Ce diagnostic intègre les risques psychosociaux auxquels les agents peuvent être exposés.

Le dialogue social s'est, quant à lui, principalement exprimé au sein des différentes instances paritaires de la collectivité, mais aussi par le biais de réunions bilatérales entre les organisations syndicales, la Direction générale et la DRHCl. Enfin, l'année 2013 a vu l'aboutissement des négociations autour de la conclusion d'une nouvelle charte précisant les droits et moyens des organisations syndicales.



Un budget de 93,5 M€ ;  
 2 448 collaborateurs ;  
 7 142 jours de formation dispensés ;  
 67 % des agents formés ;  
 123 postes pourvus en interne ;  
 61 postes pourvus par recrutement externe ;  
 162 stagiaires accueillis sur l'année scolaire 2012-2013.

## ■ Qualité

Depuis 2006, le management par la qualité et l'amélioration continue sont devenus une véritable culture d'entreprise qui, au fil des ans, prend de l'ampleur au sein des directions et des services de l'administration départementale. Cette dynamique confirme la volonté de performance du service rendu aux Haut-Rhinois. La pérennité de cette démarche se concrétise par l'obtention de certifications délivrées par des organismes tiers, tels que AFAQ puis BCS, dans le cadre de marchés publics.



**13** périmètres certifiés :

- Accueil téléphonique et physique
- Gestion du courrier
- Promotion de l'action politique du Président et des Élus
- Nettoyage des locaux
- Patrouillage sur itinéraires cyclables gérés par le Département
- Accompagnement vers la parentalité adoptive
- Gestion des agréments des assistants maternels et familiaux
- Gestion des demandes de subvention - Fonds Social Européen
- Formation des agents et projet de développement d'une culture managériale
- Conception, réalisation, mise en place et maintenance d'applicatifs intranet
- Forêts départementales (FSC en novembre 2013) ;

Évaluations internes : **15** audits réalisés par **15** auditeurs qualifiés ;

Enquête accueil dans les espaces solidarités et pôles gérontologiques (nov 2013) :  
 La qualité de l'accueil est jugée agréable à **98** % ; la confidentialité durant les entretiens est jugée satisfaisante à **96** % ; **82** % des rendez-vous sont donnés sous 15 jours ;

Un standard efficace à **96** % (près de **39 000** appels).

## ■ Contrôle de Gestion

Au cours de l'année 2013, la mission contrôle de gestion a réalisé une vingtaine d'analyses ponctuelles de situation d'associations ; elle a mis en exploitation un outil de suivi des comptes de toutes sortes de structures partenaires du Département et assuré les formations à l'utilisation de ce nouvel outil. Une première évaluation qualitative et quantitative des résultats d'un contrat culturel a été réalisée. Une importante étude interne sur l'organisation et la valorisation du coût et de la consommation en temps de travail a été réalisée. Elle visait le domaine du métier de l'instruction et de la gestion de l'activité subventions aux tiers. La mission a aussi participé activement au suivi de 4 dossiers transversaux particulièrement importants pour la collectivité. Enfin, 3 nouvelles évaluations ont débuté dont une sur la politique des pistes cyclables.

## ■ Action Internationale, Transfrontalière et Européenne



### Coopération Transfrontalière

Le Département a participé à la gouvernance du Rhin Supérieur à travers la Conférence du Rhin Supérieur, le Conseil Rhénan, la Région Métropolitaine Trinationale (RMT) du Rhin Supérieur et le suivi du programme INTERREG IV. Dans le cadre de ce programme et du Fonds Départemental de Soutien aux Initiatives Transfrontalières, le Conseil Général a soutenu de nombreux projets transfrontaliers (transport, culture et architecture) menés par des acteurs haut-rhinois.

Il est également porteur du projet INTERREG N°B28 « Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur ». Une exposition itinérante sur ce dernier a été présentée dans plusieurs villes du Rhin Supérieur. Un partenariat rapproché avec des échanges d'expériences sur des problématiques techniques particulières a été poursuivi avec le Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald (fonds microprojets, etc.) et la République et Canton du Jura (enseignement).



**217 400 €** en faveur de la coopération transfrontalière.

### Action Européenne

Le Département a bénéficié de cofinancements européens pour des projets locaux (Fonds Européen de Développement Régional et Fonds Social Européen) et pour un projet sur le cyclotourisme de longue distance le long de la Véloroute Rhin (programme INTERREG). Le Conseil Général soutient deux structures d'information sur l'Europe : le Bureau Alsace de Bruxelles et le Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIE). Dans le cadre du partenariat avec le CIE, plus de 4 450 jeunes ont été sensibilisés à l'Europe depuis 2008. Par ailleurs, durant l'année scolaire 2012/2013, plus de 500 collégiens (dont 5 classes haut-rhinoises) ont participé au projet EURODEFI, qui a permis de réaliser un jeu de plateau sur l'Europe et ses États membres. Le Département a été finaliste du prix européen pour l'innovation dans l'administration publique pour l'outil de traitement des demandes de prise en charge de personnes âgées dépendantes développé par la MAIA mulhousienne et nommé ORIENTATION. Le Conseil Général et le Powiat de Wrocław (Pologne) ont poursuivi leur coopération en organisant des échanges d'expériences en matière de développement touristique et de protection de la faune et plus particulièrement des cigognes, en accueillant des sportifs polonais pour participer au semi-marathon de Ferrette et en montant un stand polonais au Marché de Noël d'Ensisheim et une exposition de photos du Powiat au Conseil Général.



**85 000 €** pour le suivi des politiques européennes ;  
**6 600 €** pour la coopération avec le Powiat de Wrocław.

### Coopération Internationale



Malgré le contexte difficile dans ce pays, le partenariat, initié en 2006 avec le Cercle de Yanfolita au Mali, s'est poursuivi en 2013. Les objectifs de l'année étaient d'achever la retenue d'eau de Koflaté qui servira au maraîchage et de réaliser des formations dans le domaine agricole. Un ingénieur hydraulicien malien, embauché pour assurer la coordination et l'animation de cette coopération sur le terrain, a effectué un stage au Département en avril 2013. Le Département a également accueilli une délégation de transformatrices de mangues lors la Fête de la Mangue en avril 2013.



**44 800 €** affectés à la coopération internationale.

## ■ Bilinguisme

### Langue et Culture Régionales : une politique volontariste !

Pour des raisons à la fois économiques et culturelles, la promotion du bilinguisme est fortement soutenue par le Conseil Général du Haut-Rhin. L'objectif prioritaire du Département est de permettre l'enseignement de la langue régionale à tous les élèves, dès l'entrée en maternelle. Le Conseil Général a poursuivi sa participation à la convention signée avec l'État, la Région et le Département du Bas-Rhin pour un montant de 1M€ par an. Ces fonds ont permis de soutenir l'apprentissage de la langue régionale (allemand et alsacien) notamment dans le cadre du recrutement des enseignants contractuels pour la voie bilingue.

Il a également soutenu le monde associatif en subventionnant des actions en faveur de la pratique de la langue régionale (animations théâtrales, forum annuel, signalétiques bilingues dans les collèges et les communes, etc.)



**1,9 M €** pour le développement de la langue régionale ;  
**11500** élèves du primaire et **1750** collégiens scolarisés dans un cursus bilingue ;  
**1/3** des écoles primaires (maternelle et élémentaire) et **29** collèges du département (**24** publics et **5** privés) proposent un enseignement bilingue.

## ■ Communication Externe

Innover pour agir au plus près des Haut-Rhinois



L'année 2013 a été marquée par de grands dossiers structurels aux niveaux départemental et régional. Le Conseil d'Alsace et le referendum associé, la finalisation de la LGV Rhin-Rhône, la défense et la promotion de l'EuroAirport ou le projet Dreiland ont ainsi marqué l'action de la Direction de la Communication en terme de communication auprès des Haut-Rhinois, de relations presse et d'organisation d'événements. La Direction de la communication s'est particulièrement investie dans la promotion des actions départementales comme les actions éducatives (« Un fruit, un légume, une saison », les livraisons de travaux des collèges ou la

communication des médiathèques départementales), le sport (les Mercredis sportifs, les Foulées de la Ligue, le Tour Alsace, le Rallye de France-Alsace), l'environnement (Haut-Rhin Propre, le patrimoine arbore, les Arbres de la Sainte Catherine ou la CLIS) ou encore la solidarité (petite enfance ou maternité).

En terme organisationnel, l'année 2013 a permis de conforter l'engagement de la Direction dans les nouveaux standards de communication et ainsi de créer une visibilité accrue pour le Département et ses actions. Ainsi, la communication digitale prend-elle de plus en plus de poids dans l'image de la Collectivité (sur le site internet, sur la salle de presse ou sur les réseaux sociaux), la communication numérique est encore renforcée avec la création et l'envoi mensuel d'une newsletter sur l'excellence territoriale de la Haute-Alsace, les réseaux de diffusion numériques sont accrus et la veille sur internet permet d'ajuster au quotidien les actions de l'équipe, permettant encore plus de réactivité. Les éditions régulières, s'adressant en direct aux Haut-Rhinois sont également soignées : Haut-Rhin Magazine bénéficie ainsi d'une nouvelle maquette incluant le dialecte et un nouveau support de quatre pages, E.HO, est consacré à la défense des intérêts du territoire. A noter enfin l'identification de la Collectivité qui est mieux valorisée par les nouveaux supports émis par les services et qui déclinent la charte graphique actualisée, ceci en cohérence avec la certification qualité.



Budget total de **950 000 €** en 2013 (**920 000 €** en 2014) ;

**10** métiers : chargé de communication, chargé de développement, chargé de veille médias, attaché de presse, web journaliste, directeur artistique, photographe, comptable, assistante de direction, directeur de communication ;

**331** dossiers et communiqué de presse produits ;

**621** actions presse produites ou co-produites ;

**530** articles publiés sur la salle de presse ;

**12 000** articles mis en ligne sur le panorama presse ;

**360** panoramas presse émis et distribués.

Plus de **1 550** visiteurs quotidiens sur le site internet ;

**140** éléments de production graphique gérés ou suivis par le service ;

**4** numéros de Haut-Rhin Magazine ;

**1308 000** exemplaires de Haut-Rhin magazine distribués ;

## Focus

### L'alimentation dans les collèges haut-rhinois

Depuis plusieurs années, le Département du Haut-Rhin mène différentes actions visant à lutter contre le surpoids et l'obésité chez les adolescents.



C'est ainsi qu'il participe aux côtés du rectorat, à une campagne de sensibilisation à l'importance de l'équilibre alimentaire, tant auprès des équipes de direction et des cuisines des collèges que des élèves.

En complément logique de cette démarche, le Conseil Général a ensuite contribué, en 2011 et 2012, à la formation des équipes de restauration sur les nouvelles exigences en matière de restauration.

Cette politique s'est manifestée, à titre expérimental, via le projet « plaisir à la cantine », à destination des demi-pensions scolaires de 7 collèges de Haute Alsace.

Cette campagne de formation des professionnels de ces établissements visait un triple objectif : le respect premier du cadre réglementaire, l'introduction de la dimension plaisir et le respect des équilibres alimentaires des adolescents inscrits à la cantine.

#### Des objectifs complémentaires sont également poursuivis comme :

- Conforter les filières courtes d'approvisionnement et valoriser les produits locaux
- Participer à la réduction du gaspillage alimentaire et améliorer la gestion des déchets.

En 2013, face au succès de cette opération, le Conseil Général a décidé de poursuivre cette politique en la généralisant progressivement à d'autres collèges et en participant à son financement par le versement d'une subvention de 5 000 €. Cette politique éducative de santé publique auprès des jeunes s'intègre dans un ensemble d'actions cohérentes et structurantes définies et mises en œuvre par le Conseil Général (opérations « un fruit, un légume, une saison » ; « bouge, une priorité pour la santé » ...)



# Les cantons du Haut-Rhin



## Adresses utiles

[www.cg68.fr](http://www.cg68.fr)  
N° Standard 03 89 30 68 68

**N° vert Gestion des déchets et Qualité de l'air**  
0 800 22 68 68

**N° vert Délégation à l'Action Territorialisée - Informations aux communes et EPCI** 0 800 08 68 08

**N° vert SNATEL** (Service National d'Accueil Téléphonique pour l'Enfance en Danger) 119

[www.infoge68.fr](http://www.infoge68.fr)  
portail cartographique du Département

[www.mafarme68.fr](http://www.mafarme68.fr)  
pour découvrir les produits fermiers haut-rhinois de qualité.

[www.sigs-gisor.org](http://www.sigs-gisor.org)  
(système d'information géographique du Rhin supérieur)

[www.archives.cg68.fr](http://www.archives.cg68.fr)

[www.info-jeunes-68.fr](http://www.info-jeunes-68.fr)

### Antenne du Sundgau

Quartier Plessier Bâtiment 2  
Avenue du 8e régiment de Hussards - BP 51 027  
68134 Altkirch Cedex - 03 89 08 98 38 - Fax : 03 89 21 93 54  
Courriel : [antenne.sundgau@cg68.fr](mailto:antenne.sundgau@cg68.fr)

### Antenne du Territoire des 3 Pays

12 Croisée des Lys - 68 300 SAINT-LOUIS  
Tél. : 03 89 68 30 41 (accueil sur RDV)

### Antenne de la Région Mulhousienne

61 rue de Pfstätt - 68 200 MULHOUSE  
Tél. : 03 89 59 65 00 - Fax : 03 89 21 93 42  
Courriel : [espacemulhousedoller@cg68.fr](mailto:espacemulhousedoller@cg68.fr)

### Antenne Thur et Doller

24 rue Anatole Jacquot - 68 800 THANN  
Tél. : 03 89 35 73 73 - Fax : 03 89 37 58 76  
Courriel : [espacethann@cg68.fr](mailto:espacethann@cg68.fr)

### Antenne Florival - Vignoble - Plaine du Rhin

97 rue Théodore Deck - 68 500 GUEBWILLER  
Tél. : 03 89 62 63 60 (accueil sur RDV)

### Antenne du Piémont - Val d'Argent - Pays Welche

118 a rue de Latre de Tassigny  
68 160 SAINTE-MARIE-ALIX-MINES  
Tél. : 03 89 58 91 94 (accueil sur RDV)

### Partenaires associés :

#### ADEIS

(Association Départementale d'Entraide et d'Insertion Sociale) 7 rue Abbé Lemire - Colmar - 03 89 20 25 30

#### ADT (Agence de Développement Touristique de Haute-Alsace)

1 rue Schlumberger - Colmar - 03 89 20 10 68

#### APRECIAL (Association pour la Protection de la faune sauvage et Réintroduction des Cigognes en Alsace et Lorraine)

21 rue d'Agén - Colmar - 03 89 23 37 20

**BRIGADE VERTE** (Syndicat Mixte des Gardes Champêtres Intercommunales) 92 rue du Maréchal de Latre - Sultz - 03 89 74 84 04

**CAHR** (Comité d'Action Économique du Haut-Rhin)  
68 rue Jean Monnet - BP 82 537  
68 058 Mulhouse Cedex 2 - 03 89 60 30 68

**CDHF** (Centre Départemental d'Histoire des Familles)  
5 place St-Léger - Guebwiller - 03 89 62 12 40

**CDMC** (Conseil Départemental pour la Musique et la Culture)  
Couvent des Dominicains - Guebwiller - 03 89 74 94 60

**INFOBEST PALMRAIN Pont du Palmrain** - 68 128 Village-Neuf,  
Tél. 03 89 70 13 85 - courriel : [palmrain@infobest.org](mailto:palmrain@infobest.org)  
[www.infobest.org](http://www.infobest.org)

**INFOBEST VOGELGRUN/Breisach Pont du Rhin** - 68 600  
Vogelgrun - Tél. 03 89 72 04 63 - courriel : [vogelgrun-breisach@infobest.org](mailto:vogelgrun-breisach@infobest.org)

**MDPH** (Maison Départementale des Personnes Handicapées)  
48a avenue de la République - Colmar - 03 89 30 68 91

#### MDA (Maison des Adolescents)

8 rue des Pins - Mulhouse - 03 89 32 01 15  
**PAIR** (Pôle d'Archéologie Interdépartemental Rhénan)  
2 allée Thomas Edison - Sélestat - 03 90 58 55 34

**SDIS** (Service Départemental d'Incendie et de Secours)  
7 avenue Joseph Rey - Colmar - 03 89 30 18 00

**CDMIJ** (Conseil Départemental des Mouvements et Institutions de Jeunesse) 38 b rue de Mulhouse - REDISHEIM  
03 89 42 91 71

#### LE POLE SYNERGIA :

**CAUE** (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) 16A avenue de la Liberté - 68000 COLMAR  
03 89 23 33 01  
[www.caue68.com](http://www.caue68.com)

**ADAUHR** (Agence Départementale d'Aménagement et d'Urbanisme) 16A avenue de la Liberté BP 60467 - 68020 COLMAR - 03 89 30 13 30  
[www.adauhr.fr](http://www.adauhr.fr)

**ADIL68/ODH68** (Agence Départementale d'Information sur le Logement/Observatoire de l'Habitat)  
31 avenue Clemenceau - 68000 COLMAR (Siege)  
03 89 21 75 35  
[www.adil.org/68/](http://www.adil.org/68/)  
28 rue des Franciscains - 68100 MULHOUSE (Antenne)  
03 89 46 79 50

**SEMCLOHR** (Société d'Économie Mixte pour la Construction du Logement)  
56 avenue de la République - 68000 COLMAR  
03 89 20 79 90  
[www.semclohr.fr](http://www.semclohr.fr)

**SEMHA** (Société d'Économie Mixte de Haute-Alsace)  
1 route de Rouffach - 68000 COLMAR - 03 89 20 26 50  
[www.semha.fr](http://www.semha.fr)

#### HHA (Habits de Haute-Alsace)

73 rue de Marat BP 10049 - 68001 COLMAR Cedex  
03 89 22 93 00  
[www.hha.fr](http://www.hha.fr)

#### COLMAR HABITAT

38 rue de la Houblonnière BP 20306 - 68006 COLMAR  
Cedex - 03 89 20 32 20  
[www.colmarhabitat.com](http://www.colmarhabitat.com)

